

À bâbord ! Revue sociale et politique

Recensions

Christian Tremblay, Ramon Vitesse, Thierry Pauchant, Valentin Tardi, Benoit Gaulin and Claude Vaillancourt

Number 89, September 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97351ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue À bâbord !

ISSN

1710-209X (print)

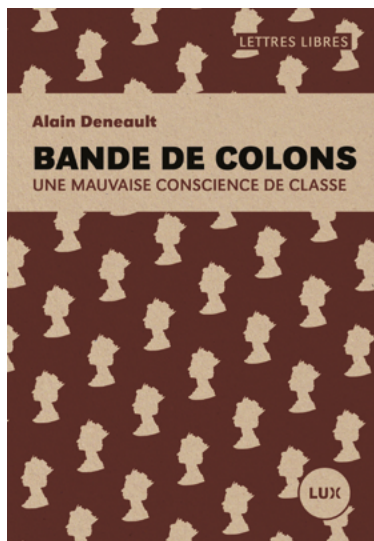
1710-2103 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, C., Vitesse, R., Pauchant, T., Tardi, V., Gaulin, B. & Vaillancourt, C. (2021). Review of [Recensions]. *À bâbord !*, (89), 66–69.

RECENSIONS



BANDE DE COLONS : UNE MAUVAISE CONSCIENCE DE CLASSE

**Alain Deneault, Lux,
2020, 216 p.**

Les lecteur·trice·s d'Alain Deneault connaissent bien sa critique véhémement des rouages du capitalisme, un système qu'il dit au service d'une oligarchie formée de multinationales tentaculaires et de gens fortunés.

Avec son essai *Bande de colons: une mauvaise*

conscience de classe, le professeur de philosophie et de sociologie de l'Université de Moncton poursuit sa réflexion en présentant la colonisation et la création du « Dominion du Canada » comme une vaste entreprise commerciale. Il s'intéresse particulièrement à la figure du colon, qu'il présente comme « *les petites mains de l'exploitation coloniale* » (p. 13). En s'inspirant des réflexions de l'écrivain Albert Memmi, Deneault distingue toutefois le colonisateur, maître d'œuvre de l'entreprise coloniale, du colon, plus ou moins conscient d'être à son service, souvent exploité, mais parfois aussi profiteur d'un système appelé à spolier et à déposséder « l'Amérindien », seul prétendant à la triste figure du colonisé.

Ce portrait démythifié du colon convainc par une argumentation étoffée et une documentation rigoureuse. On espère que ce portrait nourrira la discussion avec les historien·ne·s cité·e·s de même qu'avec les tenant·e·s d'un souverainisme confinant le colon français au rôle de colonisé. La suite de l'essai demeure pertinente, mais ne déploie pas toujours la même force de persuasion. Si le chapitre « L'Irvingnie, une colonie dans la colonie » expose avec éloquence l'influence politique, médiatique et sociale d'Irving dans l'est du Canada, on peine à trouver une telle finesse dans les analyses de *L'Île mystérieuse* de Jules Verne, du Musée canadien pour les droits de la personne ou de « *Hockey Night in Canada* ». Deneault montre toutefois efficacement la persistance de l'esprit colonial dans les valeurs, les mœurs et les institutions actuelles qui en vient même à influencer l'organisation du travail et l'aménagement du territoire. Ainsi, la croissance des inégalités sociales, la surexploitation des ressources naturelles, voire, le réchauffement climatique, profitent de cette mentalité du colon, inconscient d'être l'outil d'une caste dominante qui veut préserver sa liberté de commercer et de produire.

Pour Deneault, « *le colon, qu'il soit ingénieur minier, fonctionnaire à un service d'immigration, agent des relations publiques d'une grande entreprise ou débardeur dans un grand port, amorce son travail d'émancipation lorsqu'il se demande: qu'est-ce que je fais là?* » (p. 196). L'auteur en appelle donc à une nouvelle conscience de classe, collective, pour bien mesurer notre responsabilité dans les maux de notre époque et mettre fin à notre aveuglement volontaire de colons « *vivant comme un privilège le confort formaté dont [nous jouissons] à crédit* » (p. 200).

En conclusion de son essai, l'auteur voit le salut de tous dans « *des aires politiques régionales tablant sur la production locale* » (p. 206). Comme inspiration, il cite l'exemple documenté par l'historien Richard White, ce *Middle Ground* où peuples des Premières Nations et colons d'origines multiples cohabitaient en réinventant les structures sociales. Une idée noble et mobilisatrice pour clore un ouvrage somme toute captivant.

Christian Tremblay



LE CHOIX DU CHÔMAGE Benoît Collombat et Damien Cuvillier, Futuropolis, 2021, 288 p.

Roosevelt disait, en 1936, dans un discours prononcé à la veille de sa réélection comme président des États-Unis: « *Nous savons maintenant qu'il est tout aussi dangereux d'être gouverné par l'argent organisé que par le crime organisé.* » En gros, le pouvoir de chantage colossal du capital – et particulièrement,

des banques – sur le pouvoir politique ne cesse de croître... La dette tout comme le développement du chômage font aujourd'hui figure de stratégies délibérées, permettant de piéger une main d'œuvre forcée de se rendre disponible pour trois fois rien. Pire, le taux de chômage en vient même à être considéré comme une source de « compétitivité » prisée par les dirigeants, alors même qu'ils promettent le « plein emploi ».

De nombreuses personnes – chercheur·euse·s, ministres, banquiers – ont été interviewées pour la réalisation de ce reportage en bande dessinée, ce qui enrichit l'édifice intellectuel d'un livre qui élabore de façon éloquente sur l'exploitation sans vergogne que constitue le capital. Évidemment, on est loin de la BD poids plume. Par contre, malgré l'abondance du texte, des citations et

des références, grâce au travail graphique subtil – notamment une multitude de teintes de gris et une organisation de pages des plus créative –, l'ouvrage s'avère phénoménal.

Sur le néolibéralisme, Barbara Stiegler avance ceci: «*Le propre du néolibéralisme, c'est d'assumer le libéralisme économique en prônant une politique d'éducation, un discours sur le sens de la vie, la valorisation de la mobilité... une "fabrication du consentement", pour reprendre l'expression de Lippman*». Ce qui vaut pour la France s'applique aussi beaucoup, mondialisation oblige, à notre situation économique et à celle du chômage ici.

Ramon Vitesse ◀



EN FINIR AVEC LE CAPITALOVIRUS : L'ALTERNATIVE EST POSSIBLE

Jean-Marie Harribey, Dunod, 2021, 218 p.

Avec le déconfinement, les essais sur «le monde d'après» se multiplient. Le livre *En finir avec le capitalovirus* se démarque. Il replace la crise du coronavirus dans son contexte politique, le capitalisme, mais il ne commet pas l'erreur d'y voir la cause de l'infection. Plus subtilement, selon l'auteur, l'accélération

tous azimuts du régime capitaliste accroît la probabilité et l'impact de telles crises. L'exploitation massive des forêts où vivent des animaux porteurs de tels virus, l'accélération des échanges commerciaux entre nations, ainsi que les coupes néolibérales dans les systèmes de santé sont parmi les facteurs amplificateurs. Les conséquences négatives de ces facteurs peuvent même s'aggraver dans le futur, si l'on ne change pas de régime.

Bien qu'économiste de profession, Jean-Marie Harribey ne fait pas non plus l'erreur de ne proposer que des mesures économiques pour juguler les effets de la pandémie. Pour lui, abaisser les taux d'intérêt ou même rembourser des dettes ne touche pas le cœur du problème. Une transformation sociale et écologique de notre monde demandera de modifier les rapports actuels entre classes sociales ainsi que notre rapport collectif à la nature. L'auteur formule d'ailleurs de façon crue une importante question soulevée par cette crise: «*Quelle est cette économie qui a besoin que des travailleurs meurent pour nous rendre compte de leur utilité sociale ?*»

Animateur du Conseil scientifique d'ATTAC France, membre du Conseil d'administration des Économistes atterrés, blogueur à *Alternatives économiques* et directeur de la revue *Les Possibles*, l'auteur propose des réponses novatrices à ces questions de fond.

Il suggère par exemple de réhabiliter le sens et la valeur du travail, d'instituer les communs et de socialiser la monnaie. Les enjeux mis en lumière par la pandémie lui font aussi écrire des pages vibrantes sur la place de la science dans nos sociétés, souvent confondue avec la technique et teintée de pensée magique. Et bien que désirant rester pratique, Jean-Marie Harribey critique des notions pourtant populaires aujourd'hui dans certains milieux, comme le revenu universel, la décroissance ou le capital naturel.

L'auteur est à son meilleur quand il insiste que la notion de valeur est différente de celle de richesse et que les registres économiques, sociaux et écologiques ne sont pas commensurables. On ne peut, en effet, effectuer une comparaison coûts-bénéfices monétaires entre eux. Citant le poète Pierre de Ronsard, il présente une critique du calcul économique appliqué à des entités non marchandes comme la vie affective des personnes ou la beauté d'un coucher de soleil. Il présente de plus une critique des rapports sociaux actuels qui font en sorte que le salaire d'une infirmière, par exemple, représente bien peu ce qu'elle produit. Ces critiques débouchent sur la nécessité d'une philosophie politique différente, prenant mieux en compte la démocratie et l'éthique ainsi que la fragilité et l'incertitude de la vie.

En finir avec le capitalovirus est un livre exigeant pour le lecteur et la lectrice. Refusant de trivialisier les enjeux, l'auteur mobilise des connaissances dans des domaines très variés, comme l'économie, la politique, l'anthropologie, l'écologie ou la philosophie. Il fait aussi se côtoyer les vues d'économistes hétérodoxes, comme Adam Smith, Karl Marx, John Maynard Keynes, Karl Polanyi et Elinor Ostrom. Le livre est cependant écrit dans un style souvent convivial et s'appuie sur de nombreuses études, rendant ainsi le propos moins théorique. C'est un livre grave, aussi, témoin des tragédies exacerbées par la pandémie. Mais il reste optimiste, suggérant des alternatives possibles.

Thierry Pauchant



POUR EN FINIR AVEC LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

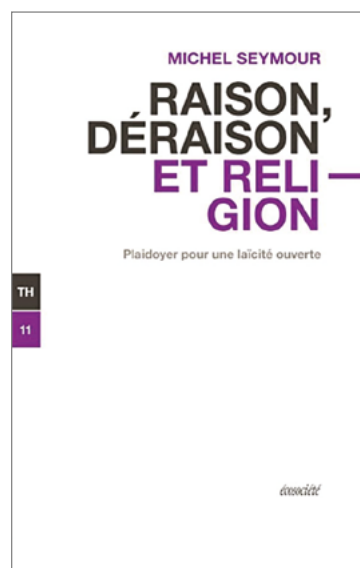
Estelle Richard, Écosociété, 2021, 160 p.

Ce tout petit livre nous pique au vif en sollicitant un effort individuel et collectif. On sait désormais que le gaspillage éhonté des denrées alimentaires, du champ à l'assiette, totalise la moitié de ce qui pourrait être consommé. Si la façon de produire et de mettre en marché la nourriture, pour ne citer que ces étapes, ►

constituent des sources de gaspillage fascinantes, il n'en demeure pas moins qu'une part significative du gaspillage nous incombe aussi, à la maison, selon l'autrice, instigatrice du projet Sauve ta bouffe, développé au sein des AmiEs de la Terre de Québec.

Incidemment, pour influencer dès maintenant sur cette catastrophe alimentaire, l'autrice, devenue organisatrice communautaire tout en s'adonnant à l'agriculture paysanne et bio-intensive sur petite surface, expose les aspects pratico-pratiques du changement de paradigme à l'égard des aliments. Elle souligne à grands traits l'importance de se rebrancher sur la valeur réelle des aliments (ce qui pourrait aussi, d'ailleurs, nous inciter à refuser des prix coupés en échange de camelote produite par des travailleur·euse·s sous-payé·e·s). Pour rendre la chose réaliste, elle détaille plein de trucs d'achat et de conservation, puis, elle développe sur les actions collectives inspirantes, telles les initiatives antigaspillage, qui récupèrent la nourriture de restaurants et d'épiceries pour la redistribuer, ou encore les tentatives d'autosuffisance alimentaire. Également, elle met à mal des idées erronées liées à l'alimentation, telle la « date de péremption » – souvent du n'importe quoi. Le but de l'essai est clair: inverser la tendance à dilapider la nourriture!

Valentin Tardi



**RAISON, DÉRAISON
ET RELIGION :
PLAIDOYER POUR UNE
LAÏCITÉ OUVERTE**
Michel Seymour,
Écosociété, 2021, 290 p.

Quel bonheur de lecture m'a procuré le dernier essai de Michel Seymour intitulé *Raison, déraison et religion: plaidoyer pour une laïcité ouverte*. L'auteur d'une œuvre importante en philosophie politique et en philosophie du langage nous livre ici un essai conceptuellement riche, audacieux et pédagogique. Trois

thèmes ou questionnements retiennent l'attention de Seymour.

Le premier questionnement concerne la place à accorder à la religion dans une société qui se veut résolument moderne. Une telle société doit se montrer hospitalière non seulement à l'égard de l'athéisme, mais aussi à l'égard de la croyance religieuse, affirme Seymour, qui est aussi l'auteur de *De la tolérance à la reconnaissance: une théorie libérale des droits collectifs*. Elle doit être hospitalière non seulement envers les incroyant·e·s et les croyant·e·s qui doutent (les seules postures au diapason de « l'âge de l'authenticité » selon Charles Taylor), mais également envers

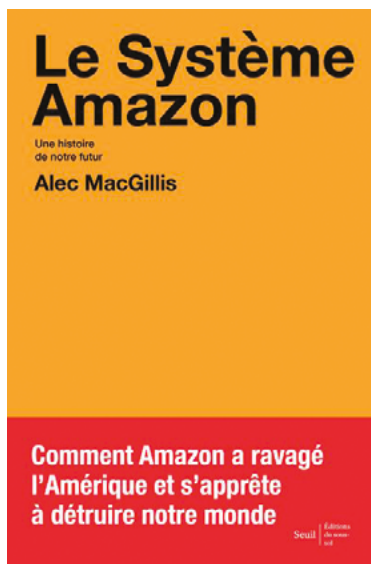
tout le spectre des postures possibles eu égard au religieux. Après une longue discussion de l'œuvre monumentale de Taylor, *L'âge séculier*, Seymour conclut avec cette proposition normative prenant la forme d'un souhait: il est possible de concevoir un espace politique où croyant·e·s et athées pur·e·s et dur·e·s peuvent cohabiter, se tolérer, se comprendre et s'accepter.

Le second questionnement concerne l'aménagement, dans une société particulière comme le Québec, d'un espace politique qui soit vraiment laïc. Force est de constater que la manière caquiste d'y répondre (la loi 21) rallie une majorité de Franco-Québécois·e·s. C'est une chose de s'opposer à cette tyrannie de la majorité ou de trouver nettement absurde la crainte de voir s'ériger la religion comme un pouvoir parallèle aux institutions politiques; c'en est une autre de montrer la voie de sortie à cette impasse. Encore une fois, une discussion fort intéressante de l'œuvre d'un grand penseur, John Rawls, précède la proposition normative voulant qu'il faut s'ouvrir à différentes manières de vivre la religion: en privé, mais aussi sur un mode communautaire. Dans ce dernier cas, le pluralisme raisonnable et irréductible des différentes conceptions morales, religieuses et philosophiques oblige l'État (vraiment neutre) à autoriser, par exemple, le port du voile pour les enseignantes musulmanes qui le désirent, parce que ce signe fait partie de l'identité communautaire de celles qui le portent.

Enfin, le troisième questionnement concerne la question de la laïcité à l'échelle internationale. C'est dans une perspective rawlsienne que Seymour aborde le problème de la reconnaissance réciproque entre sociétés différenciées à l'échelle internationale: « une véritable laïcité ouverte doit [...] s'ouvrir à différentes façons de la pratiquer à l'échelle internationale; [...] s'ouvrir aux droits collectifs aux droits des peuples; ce qui est une difficulté majeure pour les peuples de l'Occident », explique-t-il dans une présentation de son livre. Près de la moitié de l'ouvrage est consacrée à d'intéressants contre-arguments à la thèse bien connue du « choc des civilisations », d'abord lancée par Samuel Huntington et qui n'est pas étrangère à l'islamophobie contemporaine.

Que l'on partage ou non la position politique de l'auteur sur la question du port des signes religieux dans l'espace public, l'ouvrage offre amplement de quoi nourrir la réflexion sur les fondements philosophiques des politiques publiques concernant la laïcité et la diversité religieuse, à l'échelle nationale et internationale. En prime, les lecteur·trice·s agacé·e·s par l'approche taylorienne de laïcité (centrée exclusivement sur les droits individuels et marquée par un antinationalisme primaire) y trouveront une justification alternative à la politique de la laïcité ouverte.

Benoit Gaulin



LE SYSTÈME AMAZON : UNE HISTOIRE DE NOTRE FUTUR

**Alec MacGillis, Paris,
Seuil, 2021, 432 p.
Traduit de l'anglais
par Morgane Saysana
et Guillaume Contré**

Si l'essai d'Alec Mac Gillis se présente comme une « *histoire de notre futur* », l'auteur ne craint pas de plonger dans le passé des États-Unis pour expliquer la longue plongée de la classe moyenne dans une plus grande pauvreté,

dont l'expansion d'Amazon est l'une des causes. Cette entreprise est aussi l'une de celles qui profitent amplement de ce phénomène.

Le système Amazon aborde rarement son sujet de front. Très marqué par le *storytelling*, l'auteur nous présente d'abord des personnages bien campés, comme ceux d'un roman, et nous raconte des épisodes marquants de leur vie. Cela nous permet de saisir comment leur existence a été transformée par les bouleversements sociaux aux États-Unis : forte hausse des loyers dans les villes les plus performantes économiquement, détérioration des conditions de travail, segmentation des emplois entre ceux qui sont très bien rémunérés et ceux qui sont très mal payés, appauvrissement d'une partie importante de la population, entre autres maux.

Puis apparaît inévitablement Amazon dans son double rôle. Par son lobbying intensif, son comportement de prédateur envers les autres entreprises, son refus de payer taxes et impôts, son type d'expansion qui détruit le tissu urbain, les bas salaires et les dures conditions de travail imposés à ses employé-e-s, elle modifie pour le pire l'organisation sociale des États-Unis (et des autres pays où elle s'est imposée). Mais elle profite aussi d'une crise qui va bien au-delà de ses propres actions : un déclin industriel causé par une économie de marché qui convient bien aux classes les plus aisées, mais qui affecte terriblement une grande partie de la population.

Cette crise donne à Amazon l'accès à une main-d'œuvre malléable et bon marché. Par ses prix qui défient la concurrence, la firme s'attire une clientèle ayant besoin des rabais qu'elle propose. Prenant avantage de ce soutien, elle se montre toujours plus puissante. Mais elle se retourne en vérité contre l'intérêt de ses propres client-e-s, alors que la réduction de tous les coûts (et la maximisation des profits qui en découle), dans un effet de spirale vers le bas, est en grande partie responsable de leur exploitation. Cette histoire est bien connue, elle ressemble à celle de Walmart, mais elle est peut-être encore plus déshumanisante à l'ère de l'économie numérique, où tout se transige par le biais d'écrans.

Le livre de MacGillis a l'avantage de se concentrer sur le plan humain. Le système Amazon est celui d'une entreprise qui a su tabler sur la technologie pour prendre une extraordinaire

expansion, et cela encore plus en temps de pandémie. Il a surtout comme conséquence de broyer une grande quantité de vies humaines, et c'est peut-être le plus grand intérêt de ce livre que de s'attarder sur ce problème particulier.

Claude Vaillancourt ◀



POURQUOI PAS LE VÉLO ?

**Stein Van Oosteren,
Écociété, 2021, 200 p.
Préface de Suzanne Lareau**

Ce livre devrait faire partie d'une trousse destinée à quiconque entre en politique municipale. La déconstruction méthodique des raisons pour ne pas envisager le vélo comme moyen de transport principal – par exemple les conditions météorologiques défavorables ou encore le transport d'encombrants – sont

systématiquement déboulonnées par des argumentaires étayés. L'humour de l'auteur, un Hollandais vivant en France depuis longtemps, porte-parole du Collectif Vélo Île-de-France, fait mouche. Exemple d'habile retournement proposé : les gens pensent qu'une piste cyclable vide, c'est une piste cyclable inutilisée et inutile ; or, c'est tout le contraire, leur fluidité souligne au contraire leur efficacité supérieure ! La formation de psychologue de l'auteur lui permet aussi de se montrer acéré dans sa théorie des « 5P », les cinq mécanismes psychologiques qui freinent le vélo : peur, sentiment de perte, préjugés, pensée dominante, passivité.

Ce livre fait un bien fou ! Pour ma part, je réalise que ce qui est souvent présenté comme une utopie en matière de vélo est, bien au contraire, d'une évidence flagrante. Le changement de paradigme dans l'analyse et dans les objectifs politiques a quelque chose d'urgent : il faut rien de moins que « *propulser la révolution vélo chez nous* ». En prime, à la fin de l'ouvrage, une liste de 185 réponses *Pourquoi le vélo ?* décuplera nos élans sur deux roues.

Valentin Tardi